

# Silence sur la guerre du Yémen : l'ONU et la CPI discrédités



L'ONU accuse la Russie d'avoir commis des crimes de guerre. ([Guerre en Ukraine: l'Onu accuse la Russie d'actions pouvant relever de crimes de guerre \(huffingtonpost.fr\)](https://www.huffingtonpost.fr)). Nous n'avons pas les éléments suffisants pour juger, mais nous savons que c'est une escroquerie qui disqualifie définitivement l'ONU aux yeux du monde. À cela deux raisons, la guerre du Yémen, ignorée, qui détruit les villages et des enfants, dans l'indifférence générale. C'est donc là un crime contre l'humanité oublié. Quant à la Cour pénale internationale (CPI), elle est tout autant disqualifiée depuis déjà plusieurs années, parce qu'on y juge les petits chefs et jamais les grandes nations. ([Pourquoi des États africains se retirent de la Cour pénale internationale \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)), l'Afrique ayant sonné la révolte.

**Le Yémen, martyrisé par l'alliance Occidentale**

Les USA ont encouragé l'Arabie saoudite à soutenir le gouvernement yéménite contre les rebelles houthistes, par ailleurs chiites. Sept ans de guerre, pas de son, pas d'image, pas de reportage, pas de polémique, pas d'émotion ; comme si des jeunes enfants yéménites mourant sous les balles n'avaient pas la même valeur que de jeunes Ukrainiens. Les médias sont simplement abjects dans leur silence et leur pratique dont personne ne doutera qu'elle porte le nom de la servilité aux directives des services américains. On deviendrait paranoïaque, complotiste ou peut-être simplement réaliste. Sinon, pourquoi se taire ? Comment expliquer ce silence de culture négationniste ? L'autre option, les médias européens sont profondément racistes et le petit Yéménite n'a pas d'intérêt, alors que le petit Ukrainien en a beaucoup. Que dire alors ?

### **Des chiffres tragiques**

Les hostilités commencent le 26 mars 2015, date des premiers bombardements de la coalition. Après sept ans de guerre, le bilan humain est terrifiant là encore. L'ONU estime à 377 000 le nombre de morts. La plupart, ce sont des victimes collatérales : faim, maladies, soif. L'opération *Tempête Décisive* réunit l'Arabie saoudite, la Jordanie, l'Égypte, les Émirats arabes unis, le Soudan, le Maroc, Bahreïn, le Qatar et le Koweït, sous l'impulsion américaine. Les principaux fournisseurs d'armes sont les USA, le Royaume-Uni et la France.

C'est une guerre qui se déroule loin des caméras et, pourtant, il s'agit de la plus grande catastrophe humanitaire en cours au monde selon l'ONU. Elle vient de publier un rapport accablant. D'ici à la fin de l'année 2021, la guerre aura fait 150 000 tués au combat et 277 000 victimes civiles dues à la famine et aux maladies. Les ONG, pour marquer les esprits, affirment qu'un enfant meurt toutes les neuf minutes. Ce sont les victimes innocentes d'une guerre absurde.

## **Des pratiques ethnocidaires**

L'acharnement à détruire les populations civiles au Yémen pour éradiquer les rebelles n'est pas sans rappeler la destruction des villages du Rif en 1925-26 par les armées espagnoles et françaises à coup de gaz moutarde pour mettre un terme à la révolte des Rifains du Maroc, sous la houlette de Mohammed ben Abdelkrim Al-Khattabi. Dossier savamment passé sous silence lui aussi. Au Yémen, la guerre bute sur cette même réalité des contrées aux reliefs protecteurs des « résistants », d'où un enlèvement et des attaques des civils.

À ce sujet, les États de cette coalition ont tout fait pour saborder le thermomètre, dont l'Arabie saoudite, en ne renouvelant pas les missions du groupe d'experts de l'ONU, mandaté dans le but d'enquêter sur les violations des droits humains et les violences. Le parallèle avec l'Ukraine est même saisissant. Les ONG recommandent de cesser les livraisons d'armes aux belligérants, de saisir la Cour pénale internationale (CPI) pour les crimes commis, de part et d'autre notons bien, de préserver les droits fondamentaux d'accès à l'approvisionnement en vivres et en santé. Cette guerre est ignorée. Rien ne se passe. Les USA sont à la manœuvre.

Et, personne ne parle des bourreaux, personne n'envisage de les juger. Les Saoudiens sont à l'abri des USA. Malgré des rapports, l'ONU et la CPI ne prennent aucune initiative, surtout la CPI. Elles sont disqualifiées aux yeux d'un monde « libre » qui se sent persécuté par un Occident anglo-saxon impérial et prédateur.

## **Des Africains déjà en rupture avec la justice sélective des Occidentaux**

La CPI est l'autre instrument de l'injustice de l'Occident qui ne passe plus. Depuis 2015, des pays africains quittent progressivement l'institution : Afrique du Sud, Burundi,

Gambie. Le cas de l'Afrique du Sud révèle l'ampleur du malaise. Rappelons que la CPI est la première et la seule juridiction permanente et universelle créée en 1998. 122 pays sur 193 y ont adhéré. Or, les Africains y voient de nouveau l'emprise coloniale qui perdure, car des crimes, il y en a ailleurs dans le monde, même provoqués par les grandes nations. Or, la quasi-majorité des affaires sont africaines (de l'ordre de 90 %), comme par hasard : Ouganda, République démocratique du Congo, République de Centrafrique, Darfour, Kenya, Libye, Mali et Côte d'Ivoire. Les Africains accusent cette cour d'être « néocolonialiste » et de pratiquer la protection des grandes nations pourtant coupables de crimes de guerre, de génocides et de quelques autres crimes contre l'humanité. Ainsi, l'Union africaine critique très clairement la CPI considérant qu'on y pourchasse les Africains. Les États africains ont menacé de quitter, puis ont officialisé leur décision de quitter l'institution en 2017. ( [L'Afrique décide de quitter la CPI | Mediapart](#) )

### **Une justice à géométrie très variable**

Les institutions se défendent de cette critique, arguant de quelques dossiers ouverts contre d'autres États, mais toujours des États « faibles » : Colombie, Afghanistan, le plus souvent en contentieux avec les USA. Surprise. Rien contre les grandes nations. Jamais les institutions internationales ne se sont saisies de la guerre chimique des Américains au Viêt Nam. Ce sont les philosophes, dont Bertrand Russell, qui ont tenté d'alerter l'opinion publique internationale ([Bertrand Russell, le tribunal international sur le Vietnam \(institut-tribune-socialiste.fr\)](#)), sans succès à l'époque. Pourtant, les preuves sont devenues accablantes, de cette quantité de napalm brûlant, martyrisant des milliers d'innocents. Silence injustifiable des institutions. Cette incurie devient une faute morale que nous reprochent de plus en plus de pays séduits par une sécession à laquelle les Chinois, les Russes les Indiens et les Brésiliens travaillent pour se libérer.

C'est donc une faute historique majeure de penser faire perdurer cet ordre colonial mondial aux bénéfices de la puissance américaine. Chirac l'avait compris, ses successeurs ont fait le choix de la servilité. À mes yeux, la tradition française exige de nous une autre posture. Villepin remplissait d'attention et d'émotion l'ONU, Macron parle dans le vide, devant quelques âmes perdues. Le divorce est profond. Il appartient donc à la France de proposer un nouveau pacte des relations internationales entre les nations. La démocratie des nations exige un tout autre projet de respect des civilisations, de coopérations et de règlements concertés des différends, très loin du mondialisme massificateur et de ses délires impériaux.

**Pierre-Antoine Pontoizeau**